



La voix anticapitaliste

Nouveau Parti Anticapitaliste Comité d'ORLEANS

Mel : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orleans 45



Du fric pour l'hôpital public ! Pour les services publics, pour nos salaires ! Si l'hôpital était une banque, il serait déjà sauvé !

« Des primes ? Nous, ce que nous voulons, ce sont de véritables augmentations de salaire, pour payer les loyers. Ce qu'il nous faut, c'est du fric, du pèze, du flouze, de l'oseille, et des embauches ! » Voilà ce que des salariées de l'hôpital Pitié-Salpêtrière, à Paris, ont rétorqué vendredi dernier à Macron, lors de sa visite surprise.

Il en bafouillait, le président. Il était venu avec sa médaille de « l'engagement » bardée d'un « merci » et cette prime de 500 ou 1500 euros (donc même pas la même pour tout le monde), et attention, uniquement pour les soignants des départements « les plus touchés » par le Covid-19. Se payant toujours de mots, il comptait annoncer avec succès son « Ségur de la santé », en référence aux accords de Grenelle en mai 68... Rien que ça, en espérant ainsi s'acheter la paix sociale ! Plutôt raté. Face aux soignantes qui ne mâchaient pas leurs mots, il s'empêtrait dans ses phrases creuses habituelles, et ne pouvant en placer une, il a fini par bredouiller : « je dois filer » ! La vidéo de l'échange circule sur les réseaux sociaux. « Nous aussi on doit filer, on a des patients à soigner ! » C'est ce que lui ont rétorqué les infirmières qui l'interpellaient sur le manque de moyens de l'hôpital public. Car l'urgence continue. Tout le petit monde gouvernemental se félicite de la capacité du personnel hospitalier à trouver des solutions pour gérer la crise, la pénurie de masques, de sur-blouses, de médicaments, le manque de personnel, les nombreux décès. Alors le pouvoir et ses politocrates saluent leur « adaptabilité » faire toujours mieux avec moins ! ***C'est ce que les personnels de la santé ne veulent plus !***

Le pouvoir veut éteindre l'incendie

Forcé de rendre hommage aux hospitalierEs en « première ligne » pendant cette crise sanitaire, obligé de s'engager à « mettre fin » à la « paupérisation » des soignantEs, après avoir louvoyé en concédant une prime et des médailles, Macron veut désamorcer la crise en ouvrant pour sept semaines une concertation baptisée « Ségur de la santé » (du nom de la rue où se situe le ministère de la Santé)...

Concrètement, aucun changement de cap n'est prévu. Le plan « Ma santé 2022 » va continuer à s'appliquer, le gouvernement annonce des mesures sur l'investissement (locaux et équipements), une réforme de la « gouvernance » (pour donner plus de place aux médecins dans la gestion de l'austérité ?) et d'une privatisation rampante, avec la création d'établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC)... mais absolument rien sur la question centrale du recrutement et de la formation.

Mettons fin à l'« hôstérité » !

Il n'y a pas de besoin d'un tel cirque pour savoir de quoi l'hôpital et ses personnels ont besoin. Depuis 20 ans pour des raisons budgétaires, 100 000 lits ont été fermés dans les établissements hospitaliers par des gouvernements de gauche comme de droite. De plus, la création de 120 000 postes s'impose pour donner de l'air au service public hospitalier.

La question de la rémunération est au cœur des revendications de celles et ceux qui se mobilisent. Les soignantEs attendent plus qu'une prime, d'autant plus que toutes ne la toucheront pas, ou pas à la même hauteur : elles/ils veulent une véritable revalorisation des salaires. Du coup, beaucoup, découragés par les conditions de travail, ne s'en sortant pas financièrement, abandonnent le métier au bout de quelques années ou cumulent de façon illégale leur métier avec un deuxième job. Mobilisation générale !

Augmenter le salaire net + 300 € !

Défendre les services utiles à la collectivité - que ce soit dans la santé, l'éducation ou les transports -, se battre pour une autre répartition des richesses en étant mieux payé - à commencer par une augmentation générale des salaires de 300 euros nets -, autant d'exigences pour lesquelles l'ensemble des salariéEs doivent lutter ensemble. Les primes promises à l'hôpital et dans les entreprises n'est pas « la sucette à salariéEs » IL FAUT DE VERITABLES AUGMENTATIONS DU SALAIRE NET !

Pour l'emploi : 32 h de travail sans perte de salaire pour toutes et tous !

Le pouvoir poussé par le patronat veut profiter du Covid pour s'attaquer au temps de travail et aux 35h alors qu'un chômage massif se profile suite aux fermetures d'entreprises ! A l'hôpital, dans les cliniques et les Ephads les personnels soignants qui travaillent 12h et plus par jour ne récupèrent pas à hauteur du temps passé : Personne n'est là pour les remplacer ! Alors nos penseurs capitalistes ont trouvé la solution, revenir sur les 35h dont ils ont déjà saboté la mise en place sans recrutement équivalent ! Cette bataille pour l'emploi concerne tous/tes les Travailleurs-ses ! Aux pertes d'emplois massifs, compensées par la baisse du temps de travail à 32h, c'est aussi pour une hausse générale des salaires de 300 € nets que la classe ouvrière, toutes les salariéEs, doivent répondre ! Orléans le 30-05-2020.

Prés de 200 soutiens à la Chaîne humaine des solidarités à Orléans ce samedi 30 mai à 14h.

► **Pas de Camp de Rétention ni à Orléans ni ailleurs !**

► **Arrêt des poursuites contre les personnes solidaires !**

Foyers, CRA, Sans-papiers: Des mesures immédiates contre la bombe sanitaire!

«Pour ces populations la crise sanitaire actuelle est en train de devenir une véritable bombe sanitaire». 200 organisations et 300 personnalités appellent à une journée de manifestations le samedi 30 mai : « ces exigences de justice et d'égalité sont aussi d'impérieuses nécessités sanitaires hors desquelles tous les discours contre la propagation du coronavirus sont vains ».

Dans les foyers surpeuplés et abandonnés, aucune distanciation physique n'est possible. Le virus risque de se propager sans frein. C'est aussi le cas dans les centres de rétention, et à cela s'ajoutent la violence répressive et l'angoisse. Pour les migrants à la rue, c'est la faim, l'insécurité sociale et sanitaire.

Ajoutons à cela que les sans-papiers sont sans droits, sans revenus et sans espoir d'accès aux allocations proposées par l'Etat. Pour elles et pour eux, il n'y a pas d'accès gratuit aux soins et pas d'autre possibilité pour survivre que de chercher des moyens de subsistance. Initiée par la Marche des Solidarités, nous avons organisé une **Chaîne humaine des solidarités à Orléans** le

samedi 30 mai à partir de 14h ALORS QU'A PARIS ET DANS PLUSIEURS VILLES CES RASSEMBLEMENTS SONT INTERDITS PAR LES PREFETS - LOI D'URGENCE SANITAIRE = LOI LIBERTICIDE !!!

L'idée est de participer à cette journée de mobilisation nationale à partir des deux mobilisations concrètes :

- celle contre la construction d'un CRA à Orléans, initiée avant le confinement ;
- celle du soutien des "délinquant-es solidaires" à Chernoh et Nicolas lancée il y a quelques semaines.



PORT DU MASQUE

GESTES

SANITAIRES

CHAÎNE HUMAINE DES SOLIDARITÉS

ORLÉANS

30 MAI

14 H

DÉPART PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

X CRA : NI À ORLÉANS, NI AILLEURS

X DES PAPIERS POUR TOU-TE-S

X SOUTIEN À CHERNOH ET NICOLAS

À L'APPEL DE : **COJIE-RESF, CIMADE, CGT, SOLIDAIRES, ATTAC, NPA, PCF, UCL ...**

Malgré un prêt d'Etat de 5 milliards Renault annonce un plan d'économie de 2 milliards la fermeture de quatre usines ! Après les 7 milliards à Air – France Macron en donne 8 aux constructeurs autos...Rien à l'Hôpital !!!

Renault a donc confirmé sa décision de supprimer 15 000 postes à travers le monde dont 4 600 en France.

Des premières ripostes ont eu lieu dès le 29 mai : il en sera rendu compte à mesure de leur déroulement. *Les deux milliards d'économies, préparées avant l'épidémie de coronavirus, se répartissent approximativement en trois tiers : les usines, l'ingénierie, et les activités*

« support » du siège. En plus des restructurations annoncées pour les usines, les centres de Guyancourt et Lardy vont être « réorganisés » à coup de diminution d'activités, de réduction d'effectifs et de coupes chez les prestataires.

Les 15 000 suppressions d'emplois représentent 10% du total des effectifs de Renault, qui étaient l'an dernier à 180 000 personnes dans le monde et à 48 500 personnes en France. En France, le plan affecte cinq sites dans des conditions qui restent en partie à définir : Caudan (Morbihan), Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), Dieppe (Seine-Maritime), et Maubeuge (Nord). Flins (Yvelines), avec la fin de celle de la Zoé après 2024.

Les fermetures immédiates sont différées pour des restructurations qui, commençant en fait dès maintenant, seront échelonnées dans un délai qui n'est pas précisé aujourd'hui. L'orientation est claire : diminuer brutalement les capacités de production et de recherche développement.

Les fonderies de Bretagne ont au moins gagné un sursis avec les déclarations de la direction tenue ce matin vendredi 29 mais lors du CSE de l'usine. C'est la conséquence évidente de la riposte engagée dès lundi dans l'usine. Une grève majeure, le blocage des entrées sorties de marchandises, l'arrêt de la production et l'occupation de l'usine ont fait reculer au moins temporairement la direction de Renault.

Pour empêcher les restructurations et les suppressions d'emploi prévues par Renault c'est bien le chemin des formes de lutte radicales qui devra s'imposer.

Les travailleurEs des usines Renault menacées doivent bien sûr recevoir le soutien le plus large. Mais cela ne suffira pas. C'est tout le mouvement ouvrier et social qui doit s'engager pour empêcher ces usines de fermer et pour garantir l'emploi. Le NPA appelle au rassemblement et aux initiatives indispensables au plan national et local pour pouvoir gagner.

Revendiquer l'interdiction des licenciements, refuser la fermeture des usines, baisser le temps de travail à 32 h et garantir l'emploi, c'est refuser la loi du profit qui choisit ses productions, délocalise et détruit des usines en fonction de ses seuls intérêts. C'est à l'intérêt collectif qu'il s'agit de penser, et non à celui des actionnaires, en défendant les emplois et en envisageant collectivement les possibles reconversions, autour de nouvelles activités utiles à la population et permettant de sortir du tout-auto.

Cela implique d'envisager réquisitions et expropriations, et donc de s'opposer frontalement au capitalisme dont les salariéEs de Renault font aujourd'hui les frais. TouTEs ensemble à leurs côtés !